

Message du STTP à Postes Canada et au gouvernement : « C'est loin d'être fini. »

Début, aujourd'hui, de l'arbitrage visant l'obtention de nouvelles conventions collectives

Pour diffusion immédiate

Le 16 janvier 2019

Ottawa – Aujourd'hui s'amorce l'arbitrage imposé par la loi de retour au travail que le gouvernement Trudeau a adoptée à l'encontre des travailleurs et travailleuses des postes. Le comité de négociation du Syndicat des travailleurs et travailleuses des postes (STTP) et celui de Postes Canada se réunissent avec l'arbitre Elizabeth MacPherson.

« Nous nous battons tant que nous n'aurons pas réglé la crise en matière de santé et de sécurité, maximisé les possibilités d'emplois à temps plein et obtenu l'égalité des femmes, soutient Mike Palecek, président national du STTP. Les travailleurs et travailleuses des postes vivent une foule de difficultés au quotidien, et si Postes Canada et le gouvernement pensent que nous n'irons pas jusqu'au bout, ils se trompent. »

Le 27 novembre dernier, après cinq semaines de grève tournante, l'adoption de la loi C-89 a contraint les travailleurs et travailleuses des postes à rentrer au travail aux conditions de l'ancienne convention collective. Évidemment, cette loi ne règle rien, et les problèmes ayant mené à la grève sont toujours présents. Depuis l'entrée en vigueur de la loi, le STTP estime que :

- le nombre de travailleurs et travailleuses des postes ayant subi un accident invalidant s'élève à 750;
- les factrices et facteurs ruraux et suburbains (FFRS) ont travaillé quelque 439 000 heures sans aucune rémunération;
- les travailleurs et travailleuses des postes en milieu urbain ont travaillé des milliers d'heures supplémentaires obligatoires.

Aujourd'hui, dans l'ensemble du pays, les travailleurs et travailleuses des postes prennent part à des activités qu'ils ont organisées dans leur lieu de travail et dans leur collectivité afin de rappeler au gouvernement et à Postes Canada que la paix sociale ne s'impose pas par l'adoption d'une loi. Les tribunaux ont reconnu le caractère fondamental du droit de grève, que garantit la *Charte canadienne des droits et libertés*.

« Tôt ou tard, il nous faudra négocier des solutions à nos problèmes. Donc, c'est loin d'être fini », déclare Mike Palecek.

-30-

Pour obtenir de plus amples renseignements, communiquer avec :

Emilie Tobin, service des communications du STTP, 613-882-2742 ou media@cupw-sttp.org (anglais)

Lise-Lyne Gélneau, présidente, section locale de Montréal du STTP, 514-914-0350 ou lise-lyne.gelneau@sttpmtl.com (français).

/jyl sep225 /map scfp 1979